



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

MAIRIE DE CABRIES
Hôtel de Ville
Place Ange Estève
13 480 CABRIES
Tel : 04.42.28.14.00
Fax : 04.42.28.14.20
Mail : maire@cabries.fr

Arrêté n° 2022 / 062 / E

**Objet : arrêté portant autorisation d'occupation temporaire du
domaine public à la Poissonnerie chez Mimi**

Le maire de la commune de Cabriès

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants et L.2213-6,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2121-1 et L.2122-1 et suivants,
Vu l'article L113-2 du code de la voirie routière,
Vu les articles L411-1 et R418-1 et suivants du code de la route,
Vu la délibération n° 2022/026 du 15 mars 2022 portant révision de la tarification de l'occupation du domaine public,
Vu la demande par laquelle la société Poissonnerie chez MIMI représentée par Madame Nicole LUCIDO sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public, pour installer un food-truck à l'arrière de l'Oustau Per Touti dans le cadre de la préparation de plateaux de fruits de mer à l'occasion des fêtes de fin d'année,

Considérant qu'il convient de définir les conditions d'organisation de ladite-occupation du domaine public,

ARRETE

en exécution des pouvoirs délégués susvisés,

ARTICLE 1 : La Poissonnerie chez MIMI représentée par Madame Nicole LUCIDO, domiciliée 8, impasse des Hirondelles à LES PENNES MIRABEAU – 13170 est autorisée à occuper le domaine public avec consommation de fluides, en vue d'exploiter un food-truck, à l'Oustau Per Touti, rue René CASSIN (coordonnées GPS 43.46252-5.35943) dans le cadre de la préparation de plateaux de fruits de mer, pour la période du 20 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus,

ARTICLE 2 : L'autorisation est accordée au bénéficiaire pour une durée totale d'environ 174 heures, du 20 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus. L'autorisation est consentie à titre onéreux selon la tarification en vigueur au jour de l'occupation, soit 13 euros par jour avec consommation de fluides, pour un total de 182 euros pour 14 jours d'occupation.

ARTICLE 3 : L'autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. Elle ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit. Elle ne confère aucun droit réel à son titulaire, ni de droit au renouvellement. Elle peut être retirée à tout moment et suspendue sans qu'il puisse en résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité notamment en cas de non-respect des prescriptions techniques et conditions d'assurance fixées aux articles 4 et 5 ou pour tout autre motif d'intérêt général.

ARTICLE 4 : L'implantation du food-truck est déterminée avec précision le jour même par un représentant de la mairie. Son stationnement ne doit en aucun cas entraver la libre circulation des véhicules ou des piétons. Le bénéficiaire s'engage à tenir en parfait état de propreté l'emprise et ses abords. Si un accès électrique lui est donné, le bénéficiaire fournit le matériel nécessaire et conforme à son branchement.

ARTICLE 5 : Le bénéficiaire doit justifier d'une assurance en cours de validité à tout moment, sur simple demande de la mairie ou des forces de l'ordre.

ARTICLE 6 : Les accidents de toute nature qui pourraient résulter de ladite occupation du domaine public, sont de la responsabilité de l'exploitant bénéficiaire de l'autorisation, tant vis-à-vis de la collectivité, que des tiers.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera affiché, notifié à Madame Nicole LUCIDO et publié ; ampliation en sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, représentant de l'État dans le Département, ainsi qu'au comptable public, responsable de la Trésorerie de Marignane.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services et le Directeur du pôle Culture, Sports et Vie locale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est précisé que ce Tribunal peut être saisi par tout justiciable de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen », accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Cabriès, le 02/11/2022
Le Maire

Amapola VENTRON



Affichée le.....
Notifiée à le
Publié au RAA le
Transmis au contrôle de légalité le :.....
AR n°